

SSB, le service secret personnel de Donald Rumsfeld



Donald Rumsfeld dirige depuis deux ans un service secret dont il a caché l'existence aux parlementaires, a révélé le Washington Post. Il s'agit d'une branche du renseignement militaire organisée sur le modèle du service action de l'après-guerre, le « stay-behind ». Des personnalités politiques de premier plan ont été recrutées comme espions dans une dizaine de pays et sont appuyées par des unités des Forces spéciales. Ce service doit à la fois collecter du renseignement et favoriser les « changements de régime » qui seront la priorité du second mandat Bush.

page 2

Aveuglement de la presse

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

George W. Bush a expliqué son futur programme lors de son discours d'investiture : la « guerre au terrorisme » est terminée, désormais il s'agit de transformer le monde entier pour qu'il se conforme aux croyances de « l'Amérique ». Pourtant, dans son ensemble, la presse occidentale persiste à dénier la montée des périls. Elle a choisi de minimiser le caractère exalté de ce propos, d'évacuer ses prétentions prophétiques, et de se borner à y voir une sorte d'emphase folklorique.

page 6

REPÈRE : 9 JANVIER 1570

Novgorod, ville punie pour l'exemple

En guerre contre la Pologne, le tsar de Russie apprend par des ambassades que les bourgeois de la ville de Novgorod envisageraient de soutenir le camp ennemi qui leur offre des franchises légales. Fidèle à son nom, Ivan le Terrible ordonne d'éliminer l'intégralité de la population de la ville afin de décourager les éventuels autres candidats à la défection. Le 9 janvier 1570, Novgorod est encerclée et la population reçoit l'ordre de rester chez elle. Pendant cinq longues semaines, chaque jour, des miliciens viennent chercher, rue après rue, les hommes, femmes et enfants et les emmènent sur les berges de la rivière Volkhov. Les hommes sont décapités pour les plus chanceux, les autres sont brûlés vifs dans des fosses de fagôts, les femmes et les enfants sont attachés en grappes et jetés à la rivière. On estime le nombre de morts entre 45 000 et 60 000. ■



TÉMOIGNAGES BIDONS : NOUVELLE INTOXICATION EN CHAÎNE À WASHINGTON

Le *Washington Post* en avait fait sa une le 21 juillet 2003, et dix jours plus tard l'assistant secrétaire à la défense Paul Wolfowitz (à gauche sur la photo) présentait cette histoire comme un exemple de « *courageux témoignage* » devant le Comité des affaires étrangères du Sénat états-unien.

Jumana Michael Hanna s'était présentée au quartier général de la Coalition à Bagdad en affirmant avoir été emprisonnée durant deux ans et soumise à des électrochocs, viols à répétition et autres tortures entre les mains du régime de Saddam Hussein. Chose inhabituelle, elle était prête à livrer les noms des officiers de police qui l'avaient agressée. Elle a rapidement obtenu le statut de réfugiée politique aux États-Unis où elle séjourne depuis, mais risque maintenant d'en être privée. En effet une simple enquête menée par le magazine *Esquire* révèle dans le numéro de ce mois-ci que le récit était cousu de gros fil. Il s'est rapidement aperçu que la loi au nom de laquelle elle prétendait avoir été emprisonnée n'avait jamais existé, et que son mari, qu'elle disait avoir été tué dans la même prison, était en réalité bien vivant. Face à ce constat accablant, jeudi dernier le *Washington Post* a publié un erratum admettant l'absence totale d'éléments pour appuyer le témoignage. ■

SSB, le service secret personnel de Donald Rumsfeld

Donald Rumsfeld dirige depuis deux ans un service secret dont il a caché l'existence aux parlementaires, a révélé le Washington Post. Il s'agit d'une branche du renseignement militaire organisée sur le modèle du service action de l'après-guerre, le « stay-behind ». Des personnalités politiques de premier plan ont été recrutées comme espions dans une dizaine de pays et sont appuyées par des unités des Forces spéciales. Ce service doit à la fois collecter du renseignement et favoriser les « changements de régime » qui seront la priorité du second mandat Bush.



(inspiré du logo de la Defense Intelligence Agency)

Depuis deux ans, Donald Rumsfeld a réorganisé le renseignement militaire et créé une branche spéciale d'espionnage et d'action couverte [1] qui a recruté des personnalités étrangères à très haut niveau, a révélé le *Washington Post* dans son édition du 23 janvier 2005 [2].

Une vive polémique a alors opposé le sénateur républicain John McCain au Pentagone. Lors de l'émission de CBS, *Face the Nation*, ce membre de la

Commission sénatoriale des Forces armées s'est en effet étonné d'apprendre l'existence de ce service par la presse, alors que, constitutionnellement, l'exécutif doit rendre des comptes devant le législatif. Il a annoncé son intention d'organiser des auditions parlementaires des responsables. En réponse, le porte-parole du Pentagone a indiqué que Donald Rumsfeld avait effectivement procédé à une réforme du renseignement militaire, comme les parlementaires le lui avaient demandé après le 11 septembre, mais qu'il ne s'était en aucun cas affranchi des règles constitutionnelles. En d'autres termes, ce nouveau service secret n'est pas financé avec de l'argent détourné d'autres budgets.

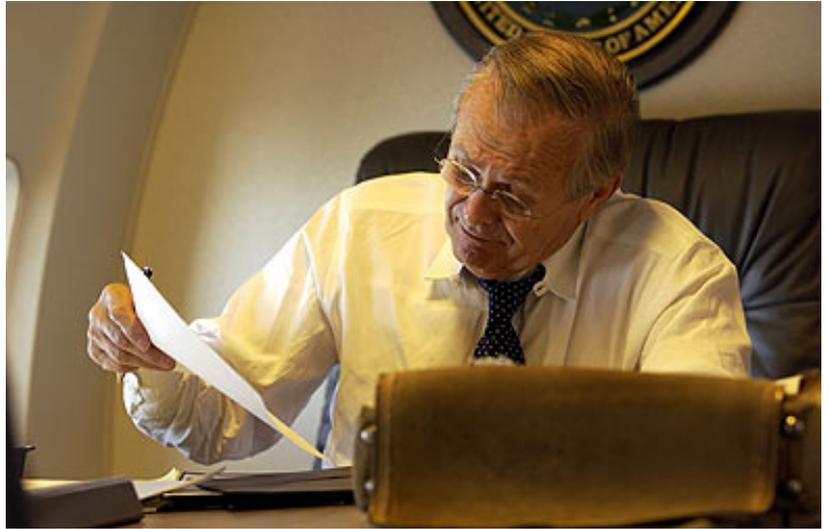
Depuis trois ans, nous expliquons dans ces colonnes que le réseau stay-behind, mais en place par les États-Unis dans les États alliés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, a été réactivé. Il apparaît désormais que les choses sont un peu plus complexes : un réseau de même nature a bien été reconstitué, mais à la fois au sein de la DIA (Defense Intelligence Agency) et de la CIA (Central Intelligence Agency).

Historiquement la CIA, organisme civil, est une continuation de l'OSS (Office of Strategic Services), un service secret militaire de la Seconde Guerre mondiale. Le « stay-behind » est un service action constitué d'agents oustachis, fascistes et nazis, restés en arrière de la ligne de front, et passés au service des Alliés pour lutter contre le communisme. Il s'est d'abord développé en étroite liaison avec l'Army (armée de terre) parce que celle-ci était responsable de l'occupation des pays libérés du joug nazi, puis a été rattaché au Département opérations de la CIA. Outre son recrutement original, le réseau « stay-behind » avait la particularité de comprendre aussi bien des militaires que des personnalités politiques, secrètement formées à l'action militaire [3]

Depuis la crise irakienne, la rivalité opposant la CIA au Pentagone a dégénéré en confrontation publique. Les personnels de la CIA se sont rebiffés lorsque la Maison-Blanche a manipulé leur travail pour justifier de l'invasion de l'Irak. Ils n'ont pas hésité à organiser des fuites pour embarrasser le président en pleine campagne électorale, et le directeur de l'Agence a même porté plainte contre le cabinet présidentiel qui avait en retour organisé des fuites sur l'identité d'une agente. À l'inverse, les personnels du Pentagone, trop heureux d'en découdre, ont participé à diverses manipulations orchestrées par une cellule *ad hoc* créée en lien avec le vice-président Richard Cheney [4].

En définitive, Donald Rumsfeld, considérant que la CIA n'était plus fiable, a renoncé à faire appel à sa Direction des opérations et a créé, le 25 avril 2002, un service concurrent au sein de la DIA : la Strategic Support Branch (SSB) (dite aussi « Project Icon » ou encore « Armée secrète de la Virginie du Nord »). Mais aujourd'hui, la CIA a été reprise en main par son nouveau directeur Porter Goss [5]. Et celui-ci a doublé les moyens matériels et humains de la Direction des opérations (DoO). Or, la réforme générale du renseignement prévoyait que toutes les agences, civiles et militaires, seraient supervisées par un unique Directeur central du renseignement. Refusant de révéler l'existence de son nouveau service et ne voulant surtout pas en perdre le contrôle absolu, M. Rumsfeld batailla longtemps pour empêcher la création de ce poste de Directeur central (toujours vacant d'ailleurs), pour finalement l'accepter après avoir obtenu l'assurance de préserver l'indépendance de la SSB. Le sénateur

McCain, qui s'indigne aujourd'hui de ce qu'on ait dissimulé l'existence de ce service, est lui-même le président de l'International Republican Institute, l'une des quatre branches de la NED/CIA destinée à corrompre et noyauter les partis politiques de droite dans le monde ; une agence qui a recours à des personnels du réseau « stay-behind » de la CIA et se trouve donc en concurrence directe avec la SSB [6].



Donald Rumsfeld

La Strategic Support Branch (SSB) est installée sur la base de Tampa où se trouvent le Commandement des forces spéciales (SOCOM) et le Commandement joint des opérations spéciales (JSOC). En effet, les Forces spéciales sont devenues une arme à part entière (comme l'Army, la Navy, l'Air Force et les Marines), mais continuent aussi à travailler pour les autres armes, lorsque le besoin s'en fait sentir, sous l'autorité d'un état-major joint [7].

La DIA est dirigée par le vice-amiral Lowell E. Jacoby. Elle comprend sept directions centrales, dont une direction du renseignement humain [8], qui abrite cette SSB commandée par le colonel George Waldroup. Selon le *Washington Post*, ce militaire aurait une expérience limitée en matière d'espionnage et aurait mené carrière au Service de l'immigration. En 1995, il aurait fait l'objet d'une enquête disciplinaire après avoir tenté de dissimuler des informations à des parlementaires [9].

Au plan politique, la DIA est rattachée au sous-secrétaire à la Défense, Stephan Cambone, et de son adjoint, le trop célèbre général William G. Boykin. Personnalité controversée, ce général est un évangélique fanatique connu pour ses prêches contre l'islam et pour témoigner avoir rencontré personnellement Satan à Mogadiscio. C'est lui qui a dirigé la prétendue chasse à Ben Laden dans les montagnes afghanes avec une Task Force, puis les premières opérations de contre-insurrection en Irak [10]. Il aurait également joué un rôle dans la prétendue capture de Saddam Hussein (en fait, son achat à un groupe kurde) [11] et dans diverses affaires d'otages.

Tous ces responsables du cabinet du secrétaire à la Défense et de la DIA développent la théorie selon laquelle la « guerre préventive » ne suffit pas puisqu'il est difficile d'obtenir des informations suffisamment précises pour évaluer le danger qui la justifie. Il faut donc, selon eux, mener des « guerres de

renseignement » : elles ont pour objet d'obtenir des renseignements sur les menaces contre lesquelles il faudra entamer des « guerres préventives ». L'histoire ne dit pas s'il faudra entreprendre des « guerres tactiques » pour préparer les « guerres de renseignement », mais on peut craindre le pire de cet engrenage théorique.

Quoi qu'il en soit, deux ans après sa création, la Strategic Support Branch serait déployée dans une dizaine de pays, dont la Somalie, le Yémen, l'Indonésie, les Philippines et la Géorgie. Selon la revue belge spécialisée, *De Defensa*, son budget avoisinerait les 5 milliards de dollars [12]. Il pourrait être partiellement inclus dans les *Blacks programs*, c'est-à-dire les lignes budgétaires secrètes du Pentagone, dont seuls quelques rares parlementaires sont informés. Il pourrait aussi être abondé par des trafics divers, principalement la culture du pavot en Afghanistan [13].

Si le « stay-behind » des années 50 avait pour fonction principale de fausser les démocraties occidentales en empêchant par tous les trucages possibles les électeurs de faire « le mauvais choix » en portant les Partis communistes au pouvoir, le SSB des années 2000 vise à favoriser les « changements de régime » qui constituent l'axe central de la doctrine Bush.

[1] Parmi les actions secrètes, on distingue les simples actions clandestines (c'est-à-dire dont on cache l'existence tant que c'est possible), des actions couvertes (dont on nie avoir eu connaissance si elles sont mises à jour).

[2] « Secret Uni expands Rumsfeld's domain » par Barton Gellman, *The Washington Post*, 23 janvier 2005, p. A01.

[3] Voir « Stay-behind : les réseaux d'ingérence américains » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 20 août 2001.

[4] « Le dispositif Cheney » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 6 février 2004.

[5] « Purge politique à la CIA », *Voltaire*, 15 novembre 2004.

[6] « NED : la nébuleuse de l'ingérence démocratique » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[7] « Les milices de l'Empire » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 9 janvier 2003.

[8] C'est-à-dire du renseignement obtenu par des agents infiltrés et non par des moyens techniques.

[9] « Some Question Background of Unit's leader » par Barton Gellman, *The Washington Post*, 23 janvier 2005, p. A10.

[10] « Opération marteau de fer » par Paul Labarique, *Voltaire*.

[11] « Pentagon Secret Unit Helped Find Saddam » par Robert Burns, *Seattle Post Intelligencer* du 24 janvier 2005.

[12] « La SSB, une structure clandestine globale », *De Defensa*, 24 janvier 2005.

[13] C'est sous la protection des forces US que l'Afghanistan est devenue le premier producteur mondial de pavot. Par ailleurs, le général Boykin a joué un rôle considérable dans le marché de la cocaïne. C'est lui qui aurait organisé l'assassinat du trafiquant colombien « indépendant », Pablo Escobar.

Aveuglement de la presse

Analyse

Le président George W. Bush a consacré son discours d'investiture du 20 janvier 2005 à exposer les objectifs politiques qu'il assigne à son administration pour son second mandat. Loin des discours classiques d'auto-satisfaction ou de bonnes intentions, il a explicité le chemin déjà accompli dans la transformation des États-Unis eux-mêmes et révélé ses nouvelles ambitions. Désormais, sa croyance religieuse est officiellement érigée en un « principe de sécurité nationale » et aucune nation n'est à l'abri de sa croisade. Il ne s'agit plus de répondre à des attentats en livrant une « guerre au terrorisme », il s'agit de transformer le monde entier pour qu'il se conforme aux croyances de « l'Amérique ».

Dans son ensemble, la presse occidentale persiste à dénier la montée des périls. Elle a choisi de minimiser le caractère exalté de ce propos, d'évacuer ses prétentions prophétiques, et de se borner à y voir une sorte d'emphase folklorique. Pourtant, aucun président états-unien ne s'est jamais exprimé ainsi. Pour la première fois, un hôte de la Maison-Blanche a mis en demeure « chaque dirigeant de cette planète » de clarifier ses choix, d'afficher son camp. Pour George W. Bush, « il n'y a pas de justice sans liberté », et il appartient aux États-Unis d'apporter la Justice divine sur terre en libérant les peuples opprimés. Pour ses électeurs évangéliques, le moment est venu de réaliser la « Destinée manifeste de l'Amérique » : après la prise de Babylone, voici le temps de l'Armageddon. Or, l'Histoire nous a appris à redouter les chefs d'État qui tiennent des discours apocalyptiques, à craindre les États qui tournent en sectes, surtout lorsqu'ils sont lourdement armés.

Pour notre part, nous affirmons qu'en Irak et ailleurs, les bombes sèment la mort, pas la démocratie, et qu'il n'y a pas de liberté sans souveraineté.

D'abord, il y a ceux qui ne veulent pas comprendre. Fidèle à lui-même, le professeur Joseph S. Nye préconise dans *Le Figaro* de « redorer le blason de l'Amérique » en développant la « diplomatie publique », euphémisme

politiquement correct pour désigner la propagande. Son pays se transforme en État militaro-religieux, l'opinion publique mondiale le perçoit maintenant comme un danger pour la paix mondiale (ainsi que l'atteste un récent sondage de la BBC), mais le professeur Nye persiste à ne voir qu'un problème de communication.

Ensuite, il y a ceux qui craignent d'avoir compris. Par exemple, le diplomate démocrate Richard N. Haas s'inquiète de cette rhétorique de la liberté. Tout cela n'est pas très réaliste et n'a pas grand sens. Cependant, il hésite dans le *Washington Post* à poursuivre son raisonnement jusqu'au bout. Ainsi, il continue à affirmer que son pays est une démocratie et que les démocraties mûres sont pacifiques par nature, alors que les États-Unis viennent de conquérir l'Irak en violation de la Charte de l'ONU. Il parvient toutefois à dire que ce bellicisme, s'il était victorieux, ne conduirait pas forcément vers un monde meilleur.

Enfin, il y a ceux qui sont terrifiés d'avoir compris. Dans le *Guardian*, l'ancien conseiller de Bill Clinton, Sydney Blumenthal, relève les objectifs de politique intérieure. M. Bush entend détruire ce qu'il n'a pas encore démantelé de l'État providence, mis en place par le président F.D. Roosevelt durant le New Deal et développé par tous ses successeurs. Il remet en cause le « contrat social » qui fonde la société états-unienne actuelle.

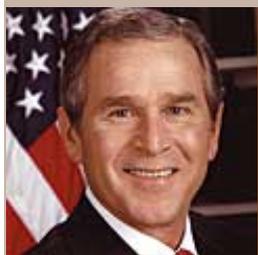
Patrick Seale alerte les lecteurs de *Gulf News* et du *Daily Star* : M. Bush a les mains libres. À tout instant, il peut attaquer la Syrie ou l'Iran. Il a déjà failli le faire et en a été dissuadé par ses généraux en période électorale. Désormais, plus rien ne le retient.

Et puis, il y a ceux qui sont compris par M. Bush. Ainsi, Amir Taheri applaudit à cette prestation de serment. Dans *Gulf News*, il affirme que le président n'est pas une marionnette aux mains des néo-conservateurs, mais un vrai chef en phase avec ses conseillers et avec son opinion publique.

Surtout, Robert Kagan exulte dans le *Washington Post*. Pour lui et ses amis néo-conservateurs, M. Bush vient de dépasser le cadre trop étroit de la « guerre au terrorisme » et les fait entrer dans celui sans limite du concept paradoxal de la démocratisation forcée.

Réseau Voltaire

George W. Bush



George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush) est président des États-Unis.

« Bush place la politique de son second mandat sous le signe de l'avancement de la liberté »

Source : département d'État

Référence : « Bush Ties Second Term Policy to the Advancement of Freedom », par George W. Bush, *Département d'État états-unien*, 20 janvier 2005.

En ce jour, nous célébrons la sagesse durable de notre constitution et nous rappelons l'engagement profond qui unit notre nation. Je vous remercie pour l'honneur qui m'est fait, conscient du moment lourds de conséquence que nous traversons.

Pendant un demi-siècle, l'Amérique a défendu sa liberté en ayant l'œil sur des frontières lointaines, puis est venu un relâchement et enfin un jour de feu où nous avons pu observer notre vulnérabilité. Nous avons vu la source de cette vulnérabilité : aussi longtemps que des régions entières resteront dans la tyrannie et prônent des idéologies qui alimentent la haine et excusent le meurtre, la violence augmentera et traversera les frontières les mieux défendues, représentant une menace mortelle. La seule force capable d'affronter la haine, c'est la liberté et cela nous pousse à comprendre que le meilleur espoir pour défendre la liberté chez nous est de la promouvoir au-delà de nos frontières, partout dans le monde.

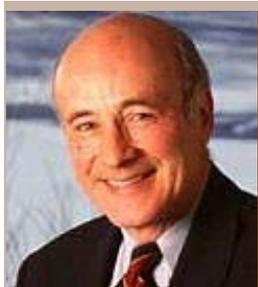
L'intérêt vital de l'Amérique correspond aujourd'hui à notre plus profonde croyance. En effet, depuis la fondation de notre nation, nous proclamons que chaque homme et femme sur cette terre est égal en droit et en dignité car il est à l'image du Créateur de la terre et du ciel. Aujourd'hui, ce principe est une question de sécurité nationale. Mettre un terme à la tyrannie n'est pas que du recours des armes et nous n'imposerons pas notre style de gouvernement à ceux qui ne le veulent pas. Cet objectif est difficile, mais ce n'est pas une excuse pour ne pas relever le défi. Mon devoir est de protéger cette nation et certains ont fait le mauvais choix de nous mettre à l'épreuve. Dorénavant, chaque dirigeant de cette planète devra clarifier ses choix et choisir entre la liberté ou la tyrannie. Nous encourageons la réforme en conditionnant nos relations internationales avec le traitement des populations.

Tous ceux qui vivent dans l'oppression doivent savoir que nous entendons leurs souffrance, les gouvernements qui s'ouvrent à la liberté nous verrons marcher à leur côté et nous sommes des amis fidèles. Les nations libres doivent rester unies pour vaincre nos ennemis.

Mes chers concitoyens, je vous demande de la patience car notre pays a accepté une responsabilité difficile à tenir. Je demande aux jeunes américains qui ont vu l'expression de notre idéalisme pour la première fois de faire le choix de s'engager dans une cause plus grande qu'eux. L'Amérique a besoin d'idéalisme et de courage car nous devons aussi relever le défi de la liberté chez nous afin de rendre notre société plus prospère et plus égale. Dans l'idéal de liberté de

l'Amérique, l'intérêt public dépend des personnes privées, cet édifice est construit sur les familles et les communautés religieuses. Nous avons confiance car la liberté est l'espoir de l'humanité entière.
Que Dieu vous bénisse et puisse-t-il veiller sur l'Amérique.

Joseph S. Nye



Joseph S. Nye est ancien secrétaire adjoint à la Défense (1994-1995) et ancien doyen de la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard. Il est l'auteur de *The Paradox of American Power*.

« Redorer le blason de l'Amérique »

Source : Le Figaro

Référence : « Redorer le blason de l'Amérique », par Joseph S. Nye, *Le Figaro*, 21 janvier 2005.

Il y a un an, **Condoleezza Rice** déclarait que la guerre au terrorisme était avant tout un conflit d'idée. Malheureusement, on ne peut que constater qu'Al Qaïda se montre plus habile à ce jeu là et que la montée de l'antiaméricanisme de par le monde risque de priver les États-Unis de leur pouvoir de séduction alors même que l'épopée irakienne a montré que la force militaire ne peut à elle seule apporter une solution. Les sondages montrent aujourd'hui que, dans le monde musulman, **George W. Bush** a une moins bonne image qu'Oussama Ben Laden. La mondialisation a entraîné une diffusion bien plus large de l'information ainsi que d'informations parfois trompeuses. L'information, c'est le pouvoir et la politique est devenu un concours de crédibilité. Aujourd'hui la, puissance d'un pays se mesure à sa capacité à faire agréer sa vision du monde. Malheureusement, le gouvernement américain n'arrive pas à suivre cette tendance. Or, les États-Unis ont décliné dans ce domaine depuis l'ère Clinton quand le Congrès a commis l'erreur de supprimer l'Agence de l'information et d'en confier la charge à un nouveau sous-secrétariat d'État à la Diplomatie publique, un poste qui a été vacant ou occupé de façon intérimaire. Le budget de la diplomatie publique des États-Unis est comparable à celui de la France ou de Mc Donald, son budget militaire lui est 450 fois supérieur. Contrairement à la propagande, la diplomatie publique cherche à entretenir une relation de crédibilité sur le long terme. Compte tenu de leur image actuelle, les représentants du gouvernement ne sont pas les plus à même de mettre en œuvre cette diplomatie publique. Certains analystes ont même suggéré que les États-Unis devraient créer une agence non partisane afin de gérer la diplomatie publique ; dotée de fonds publics et privés, celle-ci encouragerait des échanges internationaux indépendants. Son action peut passer par la création de programmes d'enseignements, la création d'institut d'études américaines dans les pays musulmans...etc. Une stratégie à long terme efficace visant à créer des conditions favorables au développement de la démocratie recèle donc de multiples aspects.

La réponse à la catastrophe qui a frappé récemment l'Asie est un bon exemple, mais il faudra tenir ces promesses dans ce domaine comme dans celui de l'aide à la lutte contre le SIDA en Afrique. Malheureusement, jusqu'ici, les fonds nécessaires pour mettre en œuvre ces initiatives furent bien moins abondants que les discours ! Surtout, aucun effort d'assistance ou de diplomatie publique ne portera ses fruits, si le style et le contenu des politiques américaines ne

correspondent pas à un message démocratique global. Condoleezza Rice va devoir se pencher sur cette question de la diplomatie publique.

Richard N. Haass



Richard N. Haass était directeur du planning du département d'État et coordinateur spécial pour l'Afghanistan jusqu'en juin dernier. Il est aujourd'hui président du Council on Foreign Relations.

« La liberté n'est pas une doctrine »

Source : Washington Post

Référence : « Freedom Is Not a Doctrine », par Richard N. Haass, *Washington Post*, 24 janvier 2005.

La déclaration de **George W. Bush** présentant la fin de la tyrannie comme un but ultime de la politique états-unienne est importante, mais ce n'est pas une doctrine de politique étrangère. Certes, les démocraties mûres ne se font pas la guerre et promouvoir la démocratie est donc un moyen de pacifier la planète et cela peut aussi être utile dans la guerre au terrorisme. Mais il n'est ni possible, ni souhaitable de faire de la démocratie l'axe dominant de la politique étrangère du pays. La nature des autres sociétés doit être une préoccupation, pas une priorité.

N'oublions pas que les démocraties non mûres ne sont pas pacifiques et peuvent être emportées par les passions politiques, souvenez-vous de la Serbie. Il est également difficile de promouvoir la démocratie. Renverser un régime est une chose, construire une démocratie en est une autre, cela demande du temps, comme en Allemagne et au Japon. Il faut également se souvenir qu'une dictature peut être remplacée par une dictature pire (souvenez vous du shah d'Iran).

L'intérêt national des États-Unis n'est pas toujours dans la démocratisation. Nous devons travailler avec la Chine face à la menace nucléaire nord-coréenne, avec la Russie face à l'Iran et avec le Pakistan contre Al Qaïda. La démocratisation ne doit pas saper ces coopérations essentielles. De même, exiger que la Palestine soit une démocratie avant d'ouvrir des négociations avec Israël n'est pas nécessaire ou désirable. La démocratisation est un processus de longue haleine qui ne doit pas empêcher de tenir compte du monde tel qu'il est à court terme.

Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon.Com.

« Un nouvel accord pour saboter une présidence »

Source : The Guardian

Référence : « A New Deal to scupper a presidency », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 20 janvier 2005.

Lors de son second mandat, **George W. Bush** est déterminé à orchestrer un changement de régime. Il ne s'agit pas d'un régime dominé par les mollahs ou les ba'asistes, mais les membres de l'administration Bush l'ont comparé au communisme. **Karl Rove** écrit même des mémos sur la préparation de l'opinion au conflit. La nation à transformer, ce sont les États-Unis. Bush a lancé un assaut sur le contrat social qui prévaut aux États-Unis depuis le *New Deal*. La fin des élections a marqué le début de la campagne de Bush et celle-ci vise à transférer le système de retraite au secteur privé. Pour cela, une campagne médiatique vise à faire croire à l'opinion que le système actuel va à la banqueroute. Ce sont les mêmes groupes chargé par Karl Rove de diffamer **John Kerry** pendant la campagne électorale qui financent aujourd'hui des publicités sur ce thème. Il faut faire croire à la crise alors même que si on ne change rien, le système public sera bénéficiaire jusqu'en 2042. Au contraire, le passage au privé va coûter des milliards et est bien plus risqué car les fonds distribués dépendront de la Bourse. Ce plan inquiète même les Républicains, mais le changement de régime est en marche.

Patrick Seale



Patrick Seale est un analyste et auteur réputé sur le Proche-Orient. Contributeur régulier à *Gulf News*. Il a notamment publié des ouvrages sur l'histoire contemporaine de la Syrie et une biographie d'Abu Nidal.

« L'Amérique sur le chemin de la guerre regarde l'Iran et la Syrie »

Source : Gulf News

Référence : « America on the war path with sights set on Syria and Iran », par Patrick Seale, *Gulf News*, 21 janvier 2005.

« Syria, Iran, everyone is in Bush's crosshairs », *Daily Star*, 22 janvier 2005

Ces derniers jours, Washington est parcouru par des rumeurs sur la possibilité d'une attaque états-unienne contre la Syrie et/ou l'Iran. Difficile de savoir cependant si ces rumeurs ne font pas partie d'un plan de guerre psychologique visant à isoler le champ de bataille irakien de ses voisins. Toutefois, selon une source de l'US National War College, une frappe contre la Syrie aurait pu avoir lieu, il y a un mois sans les objections de l'US Army. Une future attaque prendrait sans doute la forme de frappes aériennes ou

navales, mais pas terrestres. La Syrie est accusée d'aider l'insurrection en Irak et de soutenir le **Hamas** et le Hezbollah, l'Iran d'interagir en Irak et de développer un programme nucléaire. Les récentes déclarations sur des frappes peuvent aussi s'expliquer par les tensions entre agences états-uniennes. Les néo-conservateurs espèrent sans doute qu'en insistant sur des guerres contre ces pays, ils empêchent **Condoleezza Rice** de changer la politique dans la région une fois qu'elle sera entrée en fonction. La rhétorique qu'elle a employé devant le Sénat a dû les rassurer, mais pas les passages où elle affirme vouloir une relance du processus de paix israélo-palestinien (ce qui est vu comme une annonce de demande d'abandon de territoires par Israël) ou les rumeurs sur un souhait de rapprochement avec les Européens. Toutefois, les néo-conservateurs autour de **Dick Cheney** et **Donald Rumsfeld** sont restés en place malgré l'Irak et les think tank de droite de Washington gardent leur influence alors qu'ils vocifèrent leur propagande contre l'Iran et la Syrie. Jusqu'ici, on affirmait que les États-Unis étaient trop occupés en Irak pour mener de nouvelles guerres, aujourd'hui on affirme que la victoire en Irak passe par l'Iran et la Syrie.

Hormis un petit groupe de responsables à Téhéran, personne ne sait les intentions exactes de l'Iran concernant son programme nucléaire. Sa politique a la même opacité que celle d'Israël dans les années 60. L'Iran n'a aucune chance dans une guerre conventionnelle contre les États-Unis, mais une attaque contre ce pays pourrait provoquer une réaction de résistance dangereuse pour les États-Unis et Israël. Aujourd'hui, **Douglas J. Feith** étudie les cibles iraniennes avec les officiers israéliens et Israël et les États-Unis font pression sur la Russie pour qu'elle ne vende pas d'armes à la Syrie.

George W. Bush l'a affirmé lui même : **les États-Unis ne quitteront pas l'Irak avant longtemps puisqu'il assimile son élection à un vote de confiance sur ce thème**. Il continue avec ses slogans sur la guerre au terrorisme et la construction de la démocratie, formules simplistes qui prétendent empêcher un nouveau 11 septembre et assurer une domination états-uniennes à long terme sur le pétrole arabe.

Amir Taheri



Amir Taheri est journaliste iranien et rédacteur du journal français *Politique Internationale*. Il est expert du cabinet Benador Associates à New York. Il a récemment co-écrit *Irak : Le Dessous des Cartes*

« Bush est en phase avec sa population et les néo-conservateurs »

Source : Gulf News

Référence : « Bush is in sync with his people and the neo-cons », par Amir Taheri, *Gulf News*, 20 janvier 2005.

Avec les festivités du second mandat, beaucoup se demandent ce que **George W. Bush** fera durant cette période. Certains croient que le second mandat sera moins radical et se base sur les nominations au **département d'État** pour soutenir leur argument. **Condoleezza Rice** n'est pas une néo-conservatrice, **Stephen Hadley** est vu comme quelqu'un de prudent, **Robert E. Zoellick** est vu en Europe comme un modéré et **Nicholas Burns** comme un multilatéraliste. **John Bolton** de son côté a été éconduit, **Paul Wolfowitz** n'est pas promu et **Donald Rumsfeld** devrait partir après les élections en Irak.

avec Patrick Wajzman.

Pourtant, cette théorie ne se fonde que sur la croyance en une vision d'un Bush modéré « manipulé » par les néo-conservateurs. Or, ça, rien ne le prouve. Je pense au contraire que Bush est un homme de conviction. Les États-Unis vivent actuellement une situation paradoxale. Ils aiment leur président, mais pas ses politiques. D'après les sondages, beaucoup pensent que Bush était le bon choix, mais que ses politiques, de l'Irak aux pensions, sont dangereuses. Ceux qui croient que Bush est manipulé oublient que tout le pays a basculé à droite. Le président reçoit beaucoup de conseils lui demandant une politique plus modérée, mais il devrait les ignorer.

Contrairement à **Ronald Reagan**, Bush ne doit pas nager contre le courant de l'opinion, il est à la fois en adéquation avec sa population et les néo-conservateurs et il va se lancer dans un programme de réformes radical. Son slogan pourrait être « le meilleur est à venir ».

Robert Kagan



Robert Kagan (Le 5 de cœur du régime Bush) est membre de la Carnegie Endowment for International Peace et directeur du Project for a New American Century, le think-tank électoral de George W. Bush. Il est analyste sur les questions de stratégie militaire pour le *Weekly Standard* et écrit une tribune mensuelle dans le *Washington Post*. Il est l'auteur de *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*.

Robert Kagan est le fils de Donald Kagan (professeur d'histoire à l'université de Yale), le neveu de Frederik W. Kagan (professeur d'histoire à l'Académie militaire de West Point), et l'époux de Victoria Nuland (représentant adjoint des États-Unis à l'OTAN).

« Un plus grand réalisme »

Source : Washington Post

Référence : « A Higher Realism », par Robert Kagan, *Washington Post*, 25 janvier 2005.

La chose la plus significative dans le discours de **George W. Bush** est le mot qu'il n'a pas prononcé : terrorisme ! Jusqu'ici, la guerre au terrorisme était le paradigme central de l'administration Bush, donnant unité et cohérence à des politiques disparates et moralement contradictoire comme, par exemple, la démocratisation du Moyen-Orient et l'inaction face aux violations de la démocratie en Russie et en Chine. On pouvait s'attendre que la guerre au terrorisme soit le centre du discours inaugural de Bush.

Dans un premier temps, Bush a voulu se distinguer de **Bill Clinton** et de ses excès « humanitaires », mais après le 11 septembre, il est revenu à un engagement des États-Unis dans le monde proche de celui qu'il était durant la Guerre froide. Peu à peu, il a été convaincu que pour combattre le terrorisme, il fallait développer la liberté dans le monde musulman même si le réalisme de la première phase se retrouvait encore dans les relations avec Pékin et Moscou. Aujourd'hui, le discours de Bush ouvre une troisième phase : le but de la politique étrangère états-unienne est la diffusion de la démocratie dans le monde. Bush va sans doute perdre le soutien des anciens conservateurs car son programme en fait un révolutionnaire.

Beaucoup vont jeter un œil cynique sur son discours en raison des discours similaires de ces prédécesseurs qui ont soutenu quand même des dictatures, mais un discours n'est jamais sans conséquences car il permet de rappeler ses engagements à celui qui l'a prononcé. Déjà en Asie, les États-Unis ont une stratégie régionale centrée sur les démocratie plutôt que sur la Chine et les États-Unis ont choisi la **démocratie en Ukraine plutôt que la Russie**.

La guerre au terrorisme était un paradigme trop étroit, la démocratisation offre plus de chances d'avoir un soutien international et est donc plus réaliste.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .